Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Vers-un-AZF-nucleaire

20 février 2004

« Vers un AZF nucléaire »

Selon l'association Sortir du nucléaire, les restrictions budgétaires imposées à Electricité de France pourraient mettre en cause la sûreté des centrales atomiques.

Sortir du nucléaire vient de jeter un pavé dans la mare. L'association n'a pas hésité en effet à rendre public un document interne et confidentiel de la direction financière d'EDF, daté de décembre 2001. Celui-ci témoigne d'une politique qui est plus que jamais en vigueur dans l'entreprise aujourd'hui et qui évoque, en quatre pages, les conséquences des restrictions budgétaires imposées à l'entreprise, dans la perspective de sa privatisation et de l'ouverture du marché de l'électricité. Il est notamment question de la sûreté des centrales nucléaires.

Que constate la direction financière ? Que la libéralisation du marché va immanquablement entraîner une baisse des prix. Et que cette baisse devra être compensée, d'une part, par des économies budgétaires de l'ordre de 200 millions d'euros (320 millions de francs) en 2002, d'autre part, par une augmentation des ventes. « Pour cette raison, le coefficient de disponibilité et le coefficient d'utilisation des centrales nucléaires doivent être les plus élevés possible. »

Fonctionnement des réacteurs affecté

En clair : il faudra mettre la gomme. Qui plus est, précise la lettre, ces mesures devront être pérennisées dans les années à venir. Cela dit, souligne EDF, cette politique ne doit pas « remettre en cause la sûreté de nos installations ». Mais c'est là que le bât blesse. Car quelques lignes plus loin, les responsables d'EDF décrivent des mesures qui vont pourtant directement affecter le fonctionnement des réacteurs. Il est en effet question d'abaisser le nombre d'embauches de 550 à 175 et de réduire de 100 millions d'euros (160 millions de francs) les dépenses logistiques et les frais généraux de maintenance.

C'est cette contradiction qui fait bondir Stéphane Lhomme, du réseau Sortir du nucléaire : « On sait très bien que le parc des centrales est vieillissant.
Ce qui accroît les risques. Par conséquent, on devrait consacrer des moyens supplémentaires à son contrôle. Or, c'est bien le contraire qui se produit.
Voilà pourquoi nous réclamons, entre autres, une commission d'enquête indépendante pour évaluer la dégradation de la sûreté de ces réacteurs et l'élaboration d'un plan de sortie du nucléaire, comme en Allemagne. »

Discours laconique

Pour donner plus d'écho à son cri d'alarme, Sortir du nucléaire avance d'autres documents, provenant notamment de salariés de certaines centrales et de la Direction générale de la sûreté nucléaire, qui font état des mêmes inquiétudes. L'association cite par exemple Jean-Pierre Bernasconi, le secrétaire général du syndicat CGT de la centrale de Bugey. Lequel estime que, compte tenu de la politique actuelle d'EDF, « on va vers un AZF nucléaire ». Référence à l'explosion de l'usine chimique de Toulouse.

Du côté de la direction d'EDF, on ne tient évidemment pas les mêmes propos.
Discours attendu et pour le moins laconique de l'opérateur public : pas question de sacrifier la sécurité sur l'autel de la rentabilité. Le problème avec l'électricien national, c'est qu'il n'a jamais fait montre d'une grande transparence en la matière. On peut souhaiter que cette nouvelle polémique contribue à l'ouverture d'un véritable débat plus large.

PARIS / OLIVIER LEPIC